

DES CONDITIONS ACTUELLES

DU TRAVAIL D'HISTOIRE MODERNE EN FRANCE

Le trait dominant de l'évolution des études historiques en France, depuis une quinzaine d'années, c'est l'importance croissante que prennent les recherches d'histoire moderne. Pendant la plus grande partie du xix^e siècle, et pour des raisons diverses, seules l'histoire de l'antiquité et celle du moyen âge ont été l'objet d'investigations menées par des travailleurs pourvus d'une bonne méthode et animés de l'esprit scientifique; l'École normale, avec ses prolongements les écoles de Rome et d'Athènes, fournissait les spécialistes d'histoire grecque ou romaine; le Collège de France, puis l'École des Hautes-Études, assuraient le recrutement des orientalistes; l'École des Chartes formait les médiévistes. Pour l'histoire moderne, au contraire, du xvi^e siècle à nos jours; rien, ou du moins rien de spécial: pas de lieux d'apprentissage, pas de centres de travail. Aussi s'élaborait-elle plus que lentement; quelque « normalien » dévoyé donnait de temps à autre une bonne thèse de doctorat; mais la majeure partie de la production était le fait de publicistes, et comprenait plus d'articles de journaux et de revues que de travaux sérieux et soignés.

Il n'en est plus ainsi. Sous l'action de plusieurs causes, réorganisation de l'enseignement supérieur, ouverture d'archives longtemps fermées, échéance du centenaire de la Révolution, etc., l'on a vu se dessiner un mouvement qui a pris en quelques années une ampleur remarquable et qui sera évidemment durable. C'est depuis moins de vingt ans que se sont fondées successivement la Société de l'histoire de la Révolution française (créée en 1881, mais

qui ne date vraiment que de sa réorganisation en 1888), la Société d'histoire diplomatique (1887), la Société d'histoire contemporaine (1890), la *Revue d'histoire moderne et contemporaine* (1899), la Société d'histoire moderne (1901), la Société d'histoire de la Révolution de 1848 (1904). Les recueils de textes, les ouvrages, les articles d'histoire moderne se sont multipliés. L'histoire moderne a envahi l'École normale et l'École des Chartes; elle a installé ses représentants au Comité des travaux historiques, s'est fait attribuer une série de volumes dans la Collection de documents inédits, a obtenu d'avoir sa juste part aux largesses annuelles de l'État; elle s'est même insinuée dans les Sociétés savantes de province, où archéologues et antiquaires ont si longtemps régné en maîtres. Aujourd'hui, les spécialistes d'histoire moderne sont à eux seuls presque aussi nombreux que les spécialistes d'histoire ancienne et médiévale réunis. Et ce qui est nouveau parmi eux, c'est, au lieu de l'anarchie antérieure, le groupement en équipes — qui sont les sociétés nommées plus haut — munies de programmes d'études, de lieux de réunion, d'organes périodiques.

L'on a voulu, dans l'article qui suit, supposant connus les détails de cette organisation récente et déjà très compliquée¹, présenter le tableau sommaire des conditions actuelles du travail français d'histoire moderne, et dégager les quelques indications pratiques que peut tirer, d'un exposé de ce genre, le « novéviste² » soucieux d'avoir, devant les faits, une attitude vraiment scientifique³.



Le progrès des études d'histoire moderne est dans tous les pays, mais en France peut-être plus que partout ailleurs, gêné par un

1. Voir *L'état actuel des études d'histoire moderne en France*, par P. Caron et Ph. Sagnac, paru en 1902, mais dont la première partie : L'organisation du travail, reste encore au courant.

2. Nous croyons pouvoir, pour des raisons de rapidité et de commodité, ajouter ce mot, calqué sur celui de « médiéviste », au langage de la méthodologie historique.

3. Nous laissons de côté la question du caractère scientifique de l'histoire qui a été tant de fois traitée, notamment dans cette Revue. Nous nous bornons à renvoyer, pour l'exposé de la doctrine dont nous nous réclamons, au livre capital de Ch.-V. Langlois et Ch. Seignobos, *Introduction aux Études historiques* (1898). Voir également le suggestif article de Ch.-V. Langlois : *L'Histoire au XIX^e siècle*, dans *Questions d'histoire et d'enseignement* (1902), p. 200 sqq.

obstacle que ne connaissent qu'à un bien moindre degré les spécialistes d'histoire ancienne et les médiévistes : la passion politique et religieuse. Abstraction faite des types intermédiaires, les spécialistes français d'histoire moderne peuvent être divisés en deux groupes, en deux écoles que nous appellerons, en les distinguant d'après leurs tendances politico-religieuses, l'école conservatrice et l'école libérale.

L'école conservatrice comprend d'abord les historiens catholiques, ceux qui, dans le présent fils soumis et respectueux de l'Église, répugnent à admettre qu'elle ait failli dans le passé, et qui, lorsqu'ils traitent de la Réforme, de la Révocation ou de la Constitution civile, considèrent comme un devoir de prendre parti : telle est, notamment, la mentalité de la plupart de ces ecclésiastiques, qui, en province, emploient leurs loisirs à des recherches d'histoire moderne. A côté des historiens catholiques, la main dans la main, les historiens adeptes du principe d'autorité, d'ailleurs catholiques en majorité, par raison sinon par conviction : partisans d'un pouvoir fort, capable de maintenir « l'ordre moral », ils déplorent la faiblesse de Louis XVI, admirent Bonaparte Consul et blâment l'Empire libéral.

Catholiques et autoritaires caractérisés ne constituent pas à eux seuls l'école conservatrice; ils n'en sont même que le noyau. Autour d'eux gravite tout un monde de journalistes, de littérateurs, et d'amateurs. On n'a pas à rappeler ici l'énorme développement pris de nos jours par la presse, par les journaux et les revues destinés au « grand public »; l'histoire, représentée presque exclusivement par l'histoire moderne, y tient une large place. Un certain nombre de publicistes ont pour métier de fabriquer hâtivement des articles sur les événements du passé auxquels quelque incident, quelque anniversaire viennent rendre, durant quelques jours, valeur d'actualité. Il y a aussi, à jet continu, publication d'articles et de livres sur l'histoire galante, la vie de société, les modes, sujets dont les gens du monde sont friands. Toute cette production subit le goût du public bien plutôt qu'elle ne le fait. La loi suprême, c'est d'intéresser en amusant. La plupart des lecteurs ne demandent pas autre chose : peu capables d'apprécier la valeur de ce qu'on leur offre, ils s'en inquiètent médiocrement; des anecdotes bien contées, des historiottes piquantes sont parfaitement leur

affaire. — Bien entendu, l'on observe, entre ces publicistes, voués à divertir le public, une très grande inégalité de talent, et toute une série de types de transition, depuis tel historien dont les œuvres témoignent d'un sens inné de la méthode, mais dont le dilettantisme répugne à une discipline trop sévère, jusqu'à l'esthète qui demande à l'histoire de lui procurer des sensations ; depuis tel académicien, dont on ne saurait nier en aucun cas les qualités de composition et de style, jusqu'à tel homme de lettres, auteur de romans obscurs, qui a fini par s'aviser que le passé pouvait être matière à évocations rétribuées dans les revues de deuxième ordre.

L'école conservatrice est très forte. Ses principaux centres sont la Société d'histoire diplomatique, la Société d'histoire contemporaine. Ses revues sont la *Revue des Questions historiques*, la *Revue des Études historiques*, le *Polybiblion*, et la presque totalité des revues mondaines. Elle tient le public riche, le public, conservateur lui-même, qui achète. Elle a pour elle des éditeurs puissants, qui savent lancer les livres à succès ¹. Elle tient aussi l'Institut. C'est son esprit qui règne, en somme, dans les deux académies où un novéviste pourrait trouver place, l'Académie française et l'Académie des sciences morales et politiques. Qui veut être académicien doit, quelques titres scientifiques qu'il ait, lui donner des gages. C'est aux historiens qui se réclament d'elle que vont, chaque année, la majeure partie des prix de l'Institut ².

1. Ces lançements sont des opérations à caractère à peu près exclusivement commercial. L'auteur a choisi un sujet aussi attrayant que possible, et prêtant au beau style, d'histoire politique ou militaire, ou encore d'histoire sociale dans son acception la plus banale ; un peu de romanesque, une pointe de scandale sont désirables. Le livre écrit, presque invariablement « d'après des documents inédits », l'éditeur entre en scène. Ce sont alors les démarches dans les salles de rédaction des revues et journaux, les visites aux critiques influents, cent exemplaires distribués à la presse et dûment munis de « prière d'insérer », la série des réclames et des comptes rendus de complaisance. Enfin, comme couronnement, c'est le prix de l'Institut, les 500 ou les 1,000 fr. sur le prix Montyon ou sur le prix Bordin, parfois même les honneurs de la traduction en anglais ou en allemand.

2. L'Institut a été longtemps attaqué ; il l'est et le sera longtemps encore, périodiquement. Les critiques qu'on lui adresse ne sont pas également fondées ; il est un peu ingénu, par exemple, de se scandaliser de la médiocrité de certains de ses choix ; et c'est être injuste à son égard que de lui reprocher les distributions de prix annuelles que les stipulations formelles des actes de donation le contraignent, quoi qu'il en ait, à perpétuer. Mais il faut reconnaître que les prix, puisque prix il y a, ne sont pas attribués avec un soin, un discernement suffisants, et que de mauvais travaux sont récompensés, c'est-à-dire encouragés. Et comment en serait-il autrement ? Dans laquelle des cinq sections de l'Institut est marquée la place d'un novéviste éminent ? L'Académie française n'est accessible qu'à de rares privilégiés ; pour y entrer, il faut

Les historiens de l'école conservatrice ont beaucoup publié. Outre un certain nombre d'ouvrages généraux qui prolongent à notre époque la tradition de ce qu'on appelle, à l'Académie des sciences morales, l'histoire « générale et philosophique », on peut mettre à leur actif, dans le domaine de l'histoire politique, une foule de travaux sur les faits et les anecdotes, la biographie des personnages de tout plan, l'édition de très nombreuses sources narratives, des séries très fournies de monographies sur des sujets comme la Terreur, les guerres de Vendée. — En matière d'histoire extérieure, diplomatique et militaire, leur bibliographie est aussi riche; ils ont établi des résumés chronologiques de négociations, écrit des récits de campagnes et de batailles, et des biographies de généraux. — A l'histoire religieuse, ils ont consacré une notable part de leur activité; nombre d'ecclésiastiques en ont abordé l'étude et quelques-uns s'y sont distingués ou s'y distinguent par leur fécondité: vies (ou plutôt hagiographies) de séculiers et de réguliers de toutes époques et de tous ordres, d'évêques de l'ancien régime, de « confesseurs de la Foi » pendant la Révolution, de missionnaires martyrs, monographies d'églises, d'abbayes, etc. — Il n'en est pas de même de l'histoire économique et sociale; l'école conservatrice l'a peu étudiée. En histoire sociale, elle n'a guère traité sérieusement (pour le besoin des luttes contemporaines, en 1881 et 1902) que la question d'enseignement; et son bagage d'histoire économique, d'histoire économique vraie et non d'économie politique à cadre et à façade historiques, est encore plus maigre. — L'histoire coloniale a certainement ses sympathies, mais de fraîche date, et, sur ce point, nous n'en sommes encore qu'aux promesses. — L'école conservatrice peut aussi revendiquer, quoique ici le départ soit beaucoup plus difficile, de bons travaux d'histoire littéraire et d'histoire de l'art, surtout des éditions de textes.

être historien — selon une formule spéciale — et autre chose encore. Reste l'Académie des sciences morales; deux ou trois fauteuils y sont réservés à l'histoire moderne; mais, ici encore, des mérites extra-scientifiques, des gages donnés à l'esprit dominant dans cette assemblée d'économistes sont nécessaires. Un homme, un savant pourra user trente ans de sa vie à faire avancer l'histoire de la Révolution, du xix^e siècle, entasser les livres, les recueils de documents, faire des disciples: s'il a montré de l'indépendance, s'il a fait profession de rationalisme, ses titres scientifiques ne l'imposeront pas, pour cette seule raison qu'ils concernent Napoléon ou Louis XVIII, au lieu de Philippe le Bel ou de Charles V. Et les portes de l'Institut ne s'ouvriront pas devant lui: ce dont il faut plaindre surtout l'Institut, qui risque de voir lui échapper toute influence sur une part déjà notable et chaque jour élargie du mouvement d'études historiques.

Au total, une production considérable, de valeur très variable. D'une manière générale tout ce qui, hormis les publications de textes, a plus de vingt à vingt-cinq ans de date, n'y est, sauf exception, que fatras. A partir de 1880 environ, la valeur moyenne est devenue supérieure. Dans les études historiques, comme en politique, être conservateur c'est marcher lentement, mais c'est marcher tout de même, sous peine d'être laissé en arrière, et de ne plus compter. Or, depuis une vingtaine d'années, sous des influences rationalistes, la méthode historique a pris conscience d'elle-même; des règles rigoureuses relatives à l'édition des documents, à l'élaboration des monographies ou des synthèses, ont été formulées; ce que doit être l'attitude scientifique de l'historien a été précisé. En dépit de son attachement pour les procédés anciens d'exposition et de style, l'école conservatrice a dû subir, dans une assez large mesure, l'infiltration de l'esprit nouveau. Les grandes discussions méthodologiques qui ont marqué en France, et surtout en Allemagne, la fin du xix^e siècle, semblent l'avoir laissée indifférente. Il n'en est pas moins vrai qu'avec ces discussions a coïncidé l'apparition, dans des ouvrages dont la tendance n'est pas douteuse, d'un souci jusque-là exceptionnel d'une documentation complète et de références détaillées. Actuellement un certain nombre d'historiens conservateurs se sont assimilé la méthode historique et la pratiquent avec assez de sang-froid pour donner des livres estimables et de tout point utilisables.

Ces bons travailleurs sont malheureusement rares, et, considérée dans son ensemble, la production conservatrice reste encore de qualité médiocre. Des monographies, des recueils de textes, peu d'œuvres originales et fortes. L'école conservatrice comprend trop de publicistes d'une part, et d'autre part trop d'amateurs, pleins de bonne volonté, mais attachant un prix excessif à la forme littéraire, dépourvus de cette haute culture nécessaire pour aborder les problèmes fondamentaux et même pour les apercevoir, dépourvus aussi de l'habitude du travail prolongé et intensif que nécessite une grande synthèse. Et puis elle est victime de ses préjugés politiques ou religieux; les nouveautés l'effrayent, elle est timorée, méfiante devant les hardiesses de la pensée; elle n'a pas le sentiment profond de l'évolution, cette âme même de l'histoire, principe directeur aussi essentiel dans les sciences historiques que dans les sciences naturelles.

A l'école conservatrice, l'on peut opposer l'école libérale. Elle est, nous l'avons dit en débutant, de formation récente; mais, depuis quelques années, elle s'est numériquement beaucoup renforcée, et a pu s'organiser. A la *Revue historique* (1876), à la Société de l'histoire de la Révolution française (1881), sont venues s'ajouter la *Revue d'histoire moderne et contemporaine* (1899), la Société d'histoire moderne (1901), avec le faisceau de ses publications, la Société d'histoire de la Révolution de 1848. On doit citer aussi, comme issue du même mouvement, la *Revue de synthèse historique*.

Le bilan de l'école libérale est plus facile à dresser que celui de l'école conservatrice. Plus jeune, moins riche en ressources et en hommes, elle a moins produit. Seulement, ce qu'elle a produit est, pris en bloc, d'une qualité incontestablement meilleure.

L'école libérale possède en effet une double supériorité. Tout d'abord, elle se compose, presque sans exception, de *professionnels*, d'hommes qui, par métier, élaborent, manient les matériaux de l'histoire (archivistes, bibliothécaires), ou enseignent l'histoire même (professeurs des Universités et des lycées), et que leurs occupations habituelles maintiennent, si l'on peut dire, en constant état d'entraînement. En second lieu, les historiens libéraux sont des rationalistes, des esprits affranchis, que n'effarouchent pas ces audaces intellectuelles qui, de temps à autre, ouvrent à la science de nouvelles voies. Si l'on ajoute qu'en dépit des tiraillements internes qui l'agitent fréquemment, l'école libérale est, beaucoup plus que sa concurrente, capable de discipline et de solidarité dans l'effort, l'on en aura assez dit pour faire comprendre la valeur particulière de son œuvre. En histoire politique, après avoir ruiné un certain nombre de légendes, après avoir rendu intelligibles certaines périodes très complexes, comme celle de la Révolution française, les historiens libéraux s'attaquent maintenant à des problèmes très délicats : les problèmes d'histoire des institutions, d'histoire des idées politiques. Dans tous les domaines, qu'il s'agisse d'éditions de textes, de livres ou d'articles, on les trouve à l'avant-garde, ici s'apprêtant à rajeunir l'histoire diplomatique et militaire envisagée de points de vue nouveaux, là modifiant de fond en comble la conception traditionnelle de l'histoire littéraire et de l'histoire de l'art, appliquant aux études d'histoire religieuse une méthode prudente et avide de précisions; ici encore préparant

la constitution, si longtemps entravée par des difficultés tenant à la nature des choses et au préjugé persistant de l'historien qui ne veut pas être sociologue, de l'histoire économique et sociale; là enfin s'attachant à rédiger quelque-une de ces « synthèses provisoires » — non pas élucubration d'histoire « générale et philosophique », mais mise en œuvre exacte, sans littérature, des monographies — dont les historiens d'Outre-Rhin ont depuis si longtemps et si justement compris l'utilité comme base, à refaire tous les dix ans, des travaux des spécialistes.

Naturellement, l'école libérale n'est pas à l'abri des critiques. Elle montre plus de solidarité, soit; elle n'en montre pas encore assez. La plupart de ses membres n'envisagent le résultat du travail historique que sous la forme d'un livre, d'un article, signé, original. Les entreprises collectives, fécondes mais moins flatteuses, sont peu recherchées : trop heureux encore ceux qui les organisent s'ils ne sont pas l'objet, pour prix de leur zèle, de quelques brocards et de quelques dédains ! Bref, le coefficient personnel, dans ce qu'il a de dangereux, est encore trop élevé. — La même observation s'applique à l'emploi de la méthode : méthode éprouvée, mais dont les bons effets peuvent être compromis par les préjugés politiques, ou par la recherche de la forme personnelle, ce périlleux acheminement à la littérature pure. — L'on souhaiterait aussi, parfois, aux historiens libéraux plus de curiosité, moins de nonchalance à aller aux voies et aux formules nouvelles, et à se débarrasser de tel ou tel cadre de travail qui mérite cent fois d'être brisé et remplacé.

Mais c'est là la question même de l'attitude scientifique du novéviste : nous allons y revenir. Bornons-nous, pour clore cette comparaison des deux écoles, à une dernière remarque. Nous avons mentionné les « types de transition » qui les relient l'une à l'autre comme par une chaîne continue; nous devons insister sur leur existence. C'est qu'en effet les divergences qui séparent l'école conservatrice et l'école libérale et que nous avons accentuées à dessein, sont dans la réalité, moins tranchées. Le groupe des spécialistes d'histoire moderne offre, outre une droite et une gauche, un centre où voisinent les historiens conservateurs qui savent travailler et les historiens libéraux modérés et d'humeur conciliante. Cette zone intermédiaire peut être le lieu d'origine de bons travaux qu'il serait injuste de porter *a priori* à l'actif de l'école libérale.



Nous avons essayé, dans les pages qui précèdent, de décrire, à grands traits, les conditions actuelles des études d'histoire moderne en France. Une question très importante reste à poser : ces conditions étant ce qu'elles sont, quelle doit être la ligne de conduite d'un novéviste libéral, pénétré du sérieux de sa tâche et désireux de mettre, à l'accomplir, toute sa conscience ?

Et d'abord, doit-il envisager comme possible un rapprochement avec l'école conservatrice ? Certes, un rapprochement de ce genre serait désirable, mais pourvu que l'école libérale, qui cesserait ainsi d'être elle-même, n'en fît pas les frais. Or, il serait chimérique d'attendre, des historiens conservateurs, les concessions nécessaires. Il n'y a pas plus de conciliation praticable, jusqu'à nouvel ordre, entre libéraux et conservateurs, dans les études d'histoire moderne qu'en politique. Ni injures, ni violences, cela va sans dire ; des polémiques de bon ton et de bonne foi, soit ; des relations courtoises et l'abandon définitif de la stupide tactique du silence systématique à l'égard des travaux hétérodoxes, mieux encore : mais il ne faut pas attendre plus. C'est la paix, mais la paix armée. De là, pour l'historien libéral, plusieurs obligations.

La première, c'est de se tenir soigneusement en garde contre les excès de la tendance individualiste, et de se pénétrer de solidarité. Il ne s'agit pas d'imposer — qui d'ailleurs, l'imposerait ? — une discipline, au sens militaire du mot, de faire faire des travaux par ordre. Il s'agit seulement d'empêcher la discordance des efforts, les pertes de temps, l'exécution parallèle des mêmes besognes, les tâtonnements inutilement prolongés ; il s'agit d'obtenir de l'historien — et ce n'est pas trop lui demander — que, lorsqu'il choisit un sujet, il tienne compte des travaux en cours autour de lui, qu'il s'entende avec ses voisins, qu'il s'attache à l'idée d'un but commun, où, pour sa part, il tendra.

Cette idée, il la concevra spontanément s'il est, comme il convient, modeste, s'il n'a pas de ce qu'il fait une opinion excessive, s'il se persuade bien que, longtemps encore et peut-être toujours, les travaux historiques ne pourront être que des « contributions », sans cesse remplacées par d'autres contributions

miéux documentées ou mieux étudiées ¹. En histoire, comme dans toutes les sciences, le progrès est au prix de collaborations, d'efforts collectifs incessamment répétés ; chacun apporte à l'édifice sa pierre, plus ou moins grosse, plus ou moins bien taillée, et passe. La vieille distinction entre « historiens » et « érudits » tend à s'effacer, ou du moins à changer de caractère. Telle qu'on l'a longtemps comprise, elle impliquait une sorte de hiérarchie des travaux sur laquelle il faut s'entendre. Il y aura toujours, entre ces derniers, inégalité de *portée* ; mais il peut y avoir égalité de *valeur en soi*. Il n'y a pas de travail historique noble ou non-noble ; tout travail d'histoire est noble du moment qu'il est bien choisi — c'est-à-dire utile au progrès de la connaissance et adapté aux forces de celui qui l'entreprend — et honnêtement exécuté. Si restreint qu'en soit le cadre, telle monographie départementale ou locale très soignée a dans son genre autant de mérite et, par certains côtés, un mérite plus durable que telle thèse de doctorat, d'envergure beaucoup plus vaste, plus brillante, parfois aussi moins solide.

Dans le domaine du moyen âge, les sources auxiliaires de l'histoire occupent depuis longtemps une place capitale ; il n'en est pas ainsi dans le domaine de l'histoire moderne, peut-être parce que, selon une opinion répandue, elles y sont moins indispensables, peut-être, surtout, parce que les spécialistes d'histoire moderne sont encore loin du degré d'organisation auquel étaient arrivés, dès le milieu du xix^e siècle, les médiévistes. Hâtons-nous de noter, d'ailleurs, les symptômes d'un heureux changement. La nécessité d'une immense revision critique de matériaux de l'histoire moderne commence à apparaître ; l'on devient, en fait d'éditions de textes du xviii^e et du xix^e siècles, chaque jour plus exigeant ; devant la marée montante des publications, l'on s'avise du prix des travaux bibliographiques, si longtemps décriés, et tenus pour travaux de manœuvres ; l'on pressent qu'avec l'intensité continuellement

1. « La science nous apparaît, écrivait Henry Michel dans le *Le Temps* du 25 mai 1903, comme un grand effort collectif. Les plus laborieux et les mieux doués se flattent, tout au plus, d'y apporter une « contribution ». Un historien, pour prendre cet exemple, sait très bien qu'il ne fait pas « l'histoire » d'un temps, mais qu'il apporte — si consciencieuses, si prolongées qu'aient été ses recherches — quelques éléments de vérité, non la vérité tout entière, la vérité absolue et définitive sur ce temps. D'autres, au moment où il travaille et publie, s'appliquent, de leur côté, à l'étude de la même époque, des mêmes personnages, et dégagent, eux aussi, des résultats à retenir. C'est déjà presque trop de signer un ouvrage d'histoire. Au vrai, il n'y faudrait pas de nom propre. L'indication des titres de l'auteur suffirait comme garantie de compétence et de sérieux. »

accrue de la production, ils seront devenus, dans quelques années, la condition matérielle de l'histoire.

Dire que la culture générale de l'historien n'est jamais trop développée, c'est énoncer une vérité banale. Mais dire que l'historien ne doit pas hésiter, pour être capable de traiter certaines questions, à incorporer à cette culture certaines techniques, c'est formuler une opinion qui peut encore trouver des contradicteurs. Tant que l'histoire n'a eu pour objet que les faits politiques, militaires ou diplomatiques, des séries d'anecdotes, la biographie des hommes célèbres, elle a pu se suffire à elle-même : avec un minimum de connaissances, usuelles en somme, l'historien se trouvait armé¹. Il n'en est plus de même depuis qu'il s'est attaqué à ces parties de l'histoire par lesquelles elle confine aux sciences morales. Qu'il s'agisse du passé ou du présent, une préparation spéciale est également nécessaire pour étudier les faits économiques ou sociaux, les idées politiques ou religieuses. Il faut en prendre résolument son parti : s'embarquer dans telle ou telle question d'histoire économique ou religieuse, à la légère, sans connaître le premier mot de la science économique ou de la science des religions, et s'excuser ensuite de ses ignorances et de ses erreurs sur sa qualité d'historien, ce serait purement et simplement se mettre en posture ridicule. On objectera les dangers du frottement aux théories, aux métaphysiques : ce danger existe, mais du moment qu'il est connu, il devient évitable. Le spécialiste d'histoire économique ne court pas plus de risque à aller faire son éducation technique chez les économistes que le géographe à fréquenter les géologues ou les botanistes. C'est une question de mesure. Et d'ailleurs, quel autre moyen de répondre à un besoin indéniable ?

L'on peut aller plus loin, et soutenir que même dans ses parties les mieux explorées, dans celles où la recherche et l'examen critique ont été poussés le plus loin, l'histoire aura un profit sérieux à élargir ses horizons. Qui pourrait affirmer que l'histoire politique ou l'histoire diplomatique ont dit leur dernier mot ? qu'indépendamment des modifications que peuvent apporter à la conception que nous en avons présentement les progrès de l'histoire économique, d'intéressants problèmes qu'elles nous offrent ne sont pas restés jusqu'ici inaperçus ? qu'en se plaçant à des points de vue

1. Encore y aurait-il de graves réserves à faire pour l'histoire militaire, souvent étudiée sans les notions indispensables de tactique.

nouveaux, en écartant l' « idole individuelle » pour envisager les masses, l'on n'aura point à tirer, de faits cent fois maniés et insuffisamment pénétrés, des conclusions nouvelles? Question grave, qu'a posée ici même un sociologue, M. François Simiand ¹, et qu'un haussement d'épaules ne saurait suffire à résoudre. Les historiens des prochaines générations en sentiront l'importance; il leur appartiendra de dissiper le malentendu existant entre historiens et sociologues, et d'établir un contact dont les avantages sont certains et dont les inconvénients possibles — tout en a — sont singulièrement grossis par les préventions actuelles.

Un pareil contact serait, en tous cas, infiniment moins dangereux que celui du grand public, sous les yeux, sous la surveillance immédiate duquel les historiens ont jusqu'ici beaucoup trop travaillé. S'il est nécessaire à l'historien de connaître ses voisins d'atelier et d'être parfaitement outillé, il ne lui est pas moins indispensable de se procurer le recul, le silence du laboratoire. Des expériences répétées prouvent qu'à l'historien, comme à tout savant, la fréquentation habituelle du public et des publicistes est dangereuse. C'est la tentation perpétuellement offerte, la pente glissante qui mène d'un gros livre, œuvre de conscience et de savoir, aux études de « grande revue », parfois originales, plus souvent écrites « à la suite », puis aux articles improvisés pour les journaux, articles qui coûtent moins, rapportent plus — et valent peu ou rien. Les unes après les autres, les sciences physiques, chimiques, naturelles, ont été mêlées au monde et encombrées d'amateurs dont elles ont dû se débarrasser. Les sciences historiques ont commencé l'expulsion, et l'histoire ancienne, l'histoire du moyen âge sont dès à présent dégagées; reste à libérer l'histoire moderne. Non que l'on prétende léser les intérêts, très défendables, d'une industrie qui livre annuellement au grand public les *Maîtresses de Louis XV* et les *Drames des poisons* nécessaires à son divertissement; l'on voudrait simplement que l'on perde l'habitude de mettre les auteurs des livres de ce genre au nombre des historiens.

Éloignement n'est pas rupture complète, et il serait évidemment fâcheux que les historiens, groupés et vivant entre eux, s'abs-

¹ *Méthode historique et science sociale, à propos d'ouvrages récents* (de P. Lacombe et Ch. Seignobos), dans la *Revue de Synthèse historique*, 1903, t. VI, p. 1 sqq., 120 sqq. — Voir aussi l'article de P. Mantoux, *Histoire et sociologie*, *ibid.*, 1903, t. VII, p. 121 sqq.

tinssent systématiquement de faire connaître en dehors des cercles professionnels les résultats de leurs travaux. C'est là, au contraire, le rôle d'une vulgarisation de bon aloi, très estimable, pour laquelle il convient d'abandonner de temps à autre les recherches originales, mais qui ne saurait cependant être jamais confondue avec l'élaboration même de la science.

Le novéviste devra-t-il, pour accroître ses chances de sérénité, se condamner à l'abstention politique? La question est discutée. De bons esprits soutiennent que, pour comprendre la lutte des opinions et des partis, il faut y être ou y avoir été mêlé. Mais il y a du paradoxe dans cette assertion, et, somme toute, l'abstention semble bien préférable. Abstention complète, non : l'historien n'a pas à se retrancher de la société, à renoncer à tout acte civique ; mais il ne sera pas un « militant », et ne pratiquera pas cette méthode dangereuse qui consisterait à faire alterner les travaux historiques avec les articles ou les discours de politique courante. — Il abdiquera, en même temps que les ambitions politiques, les ambitions académiques. L'Institut, nous l'avons vu, n'est disposé à prodiguer ni ses prix ni ses fauteuils aux historiens de l'école libérale. Ceux-ci s'en consoleront. Indifférents aux vains éloges du grand public, ils iront chercher auprès de leurs confrères des appréciations et des encouragements. A l'occasion soit de quelque travail, soit de quelqu'un de ces congrès qui tendent à devenir réguliers et dont l'incontestable utilité est de rendre possibles des contacts et des liaisons, ils entreprendront en conversation avec leurs collègues étrangers : relations deux fois utiles, qui assureront à la production érudite une plus large clientèle d'acheteurs, et qui rendront possibles ces ententes internationales souhaitables pour l'étude de nombre de questions ¹.

Ainsi définie, la tâche du novéviste peut paraître malaisée, hérissée de difficultés. Elle l'est en effet. Fustel de Coulanges aimait à répéter que l'histoire est une science difficile, la plus difficile de

1. Les publications internationales du genre de la jeune *Vierteljahrschrift für Sozial- und Wirtschaftsgeschichte* sont certainement destinées à se multiplier. L'une des premières à entreprendre devra concerner l'histoire diplomatique et militaire.

toutes les sciences. « L'esprit de recherche et de doute, disait-il, est incompatible avec toute idée préconçue, toute croyance exclusive, tout esprit de parti... Quiconque n'a pas l'absolue indépendance de l'esprit pourra être un écrivain, un littérateur, il pourra même être un fouilleur de textes et un découvreur de documents; il pourra parfois traiter un sujet et faire œuvre utile, être même un érudit : il ne sera jamais un historien ¹. » Paroles judicieuses et fortes qu'on ne saurait se lasser de méditer et de rappeler, et dont le spécialiste d'histoire moderne doit moins que personne méconnaître la vérité. Il est entouré d'ennemis. Le nombre immense des documents, la complexité des événements étudiés, leur proximité, l'intérêt même qu'y porte le public, tout conspire contre lui. Pour l'armer ce n'est pas trop de toutes les ressources de la méthode; et s'il a le désir sincère et clairvoyant de bien faire, il n'hésitera pas à se plier aux exigences de cette « hygiène » sévère dont nous avons brièvement indiqué la nature et la valeur, et qu'il doit, croyons-nous, s'imposer.

PIERRE CARON.

1. *Revue de Synthèse historique*, 1901, t. II, p. 262-263.